

L'Association Nationale de Retraités refuse que
les retraités servent une fois encore
de variable d'ajustement

Le Premier Ministre vient d'annoncer que, contrairement à la règle, les pensions de retraite ne seraient revalorisées en 2019 et en 2020 que de 0,3% et non comme l'inflation qui repart à la hausse. On annonce aujourd'hui une inflation de 1,7% qui pourrait monter l'année prochaine à 2%. C'est un nouveau coup porté au pouvoir d'achat des retraités. Ils viennent pour beaucoup d'entre eux de subir l'augmentation de la CSG qui a amputé leur retraite de 1,7%. Le report décidé l'année dernière de la date de revalorisation des pensions fait que, pour tous, l'année 2018 sera une année blanche.

Ce n'est pas un rabetage de leur pouvoir d'achat mais une véritable amputation que subiront les retraités. Sur trois ans cette amputation de pouvoir d'achat peut être estimée à 8%.

Les retraités ressentent cette politique comme une véritable déclaration de guerre. Qu'il s'agisse de la CSG ou de la non revalorisation des pensions, l'argument qui leur est opposé est l'arbitrage fait en faveur des actifs. Cette opposition entre actifs et inactifs leur est insupportable. Ils rappellent que leur retraite n'est pas une prestation sociale faisant appel à la solidarité de tous les contribuables. Elle fait suite à une longue activité pendant laquelle ils n'ont ménagé ni leur temps ni leur peine et qu'ils ont cotisé, confiant dans notre système de répartition, pour s'assurer une pension méritée. C'est ce pacte social qui est aujourd'hui remis en cause. Ils refusent par ailleurs d'être considérés comme des inactifs alors qu'ils se consacrent très largement au soutien de leurs enfants et petits-enfants, voire de leurs parents, et que nombre d'entre-eux jouent un rôle important dans la société civile. Bénévolat et engagement citoyen sont pour beaucoup leur quotidien.

Le gouvernement ne semble pas avoir pris la mesure de la colère qu'il a suscitée.

Le candidat Emmanuel Macron avait dit qu'il maintiendrait le niveau de vie des retraités. Ceux-ci, année après année, subissent des décisions qui vont en sens contraire. Ils se sentent aujourd'hui floués.

Toutes les interventions auprès des pouvoirs publics sont restées lettres mortes ou n'ont reçu que des réponses lénifiantes qui ne traitaient pas des problèmes au fond.

Les retraités tireront les conséquences de ce qu'ils considèrent comme du mépris.